

## TIZI-OUZOU

# Le statu quo persiste à l'APC des Ouadhias

**Rien n'indique pour le moment un dénouement de la crise qui prévaut au niveau de l'Assemblée populaire communale des Ouadhias qui se trouve sans exécutif communal.**

Comme nous l'avions rapporté dans l'une de nos précédentes éditions, l'exécutif communal de l'APC des Ouadhias (35 km du chef-lieu de Tizi Ouzou) n'est toujours pas installé après presque deux mois de l'investiture du premier magistrat de la commune, Hallou Mohand Oubelkacem (FLN) qui a remporté la majorité des voix (3 sièges), suivi par le FFS (3 sièges également), les indépendants (2 sièges) et enfin le RCD (1 siège).

Où se situe donc le blocage ? Chacun jette la balle dans le camp de l'autre. Les cinq élus de l'opposition (3 FFS et 2 indépendants) pointent du doigt le président de l'APC, lequel, à leurs yeux, «est responsable de cet état de fait» faute de n'avoir pas accepté de cohabiter au sein de l'exécutif avec eux comme proposé par le FFS lors de la première séance de l'Assemblée en date du 22 décembre 2007.

Or, la proposition du premier magistrat de la commune de ne céder qu'une seule vice-présidence, la première, à un élu indépendant met le FLN et le FFS dos à dos dans cet imbroglio qui se corse d'avantage. On pourrait comprendre de ce fait que le P/APC, par ricochet le FLN, ne veut pas cohabiter, surtout, avec le FFS au sein de l'exécutif.

Le FFS avait, rappelons-le, rendu publique une déclaration le 7 janvier 2008, où il est mentionné que 6 élus (FFS, Indépendants, RCD) sur 9 ont voté contre la proposition du P/APC, (lire *Le Soir d'Algérie* du 12 janvier), ce qui pourrait conduire, logiquement dans ce cas précis, vers un vote de défiance. Or, le RCD, détenant un siège, a réagi lui aussi par le biais d'une déclaration rendue publique le 20 janvier pour démentir le FFS et informer la population ouadhiassienne que l'élu du RCD n'a pas voté contre la proposition du P/APC

et ne faisait pas partie du groupe des cinq qui s'opposent au maire en tenant à «se démarquer des manœuvres politiques de certains élus qui œuvrent à bloquer l'installation de l'exécutif au détriment de l'intérêt de la population».

Qui a donc raison dans cette guerre des communications ? Le démenti de la section du RCD des Ouadhias affiché publiquement est qualifié de «revirement» par les élus du FFS qui nous ont contactés, en mettant à notre disposition le procès-verbal de la première séance de l'Assemblée établi par un huissier de justice sollicité pour l'occasion, Maître Srik Rabah près le tribunal de Draâ El

Mizan, en l'occurrence, où il est écrit qu'après avoir (le P/APC, ndr) soumis cette proposition à l'Assemblée pour adoption, cette dernière ne récolte que 3 voix, donc rejetée par les 6 autres élus».

Au vu d'un tel document portant la griffe d'un huissier de justice, (dont nous détenons une copie), la question qui se pose est qui a tort et qui a raison dans cette affaire ? Est-ce le début d'une bataille juridique qui ne dit pas son nom ? En tout cas, la voix du RCD devient alors très importante dans cette bataille des chiffres au sein de l'Assemblée à tel point que le maire aurait proposé à l'élu du RCD la 2<sup>e</sup> vice-présidence lors d'une réunion informelle initiée par un comité de médiation qui vient d'être mis sur pied par un groupe de citoyens pour le

dénouement de la crise, selon nos informations. Ce comité de médiation réuni le samedi 26 janvier à la maison de jeunes des Ouadhias a eu des discussions avec les parties en conflit (les élus du FFS et Indépendants, d'une part, et le maire, d'autre part, celui du RCD n'étant pas présent) mais sans arriver à trouver de compromis pour le dénouement de la crise.

Ainsi, la situation se corse de plus en plus à l'APC des Ouadhias où les élus campent sur leurs positions respectives. Une situation qui n'augure rien de bon pour les prochains jours. Ira-t-on vers un dénouement salutaire pour la population ou alors vers une dissolution pure et simple de l'Assemblée ?

M. S. Bel

## GAZ DE VILLE

## 9 milliards 500 millions de dinars pour la mise à niveau de la wilaya

La wilaya de Tizi-Ouzou, qui accuse un grand retard en matière de raccordement au gaz de ville des foyers se prépare, selon le wali, à faire un véritable bond en avant afin d'atteindre la moyenne nationale qui est actuellement de 36 %.

Ce serait une véritable prouesse de réaliser en deux ans plus de la moitié du taux de wilaya actuel qui est officiellement de 22% ; la prouesse sera davantage s'il s'agit de mettre la wilaya au niveau de la moyenne nationale programmée pour les deux prochaines années, 2008 et 2009. On apprend, en effet, de la bouche du chef de l'exécutif de wilaya que 9 milliards 500 millions de dinars, sur 14 consacrés au gaz de ville dans un programme spécial national, sont destinés à hisser la wilaya de Tizi-Ouzou au niveau de la moyenne nationale qui passera, elle, de 36% actuellement à 60% dans deux ans. Cela représente, en effet, 2 000 km de réseau de distribution qu'il faudra mener à bien. Ce ne sera pas chose aisée compte tenu de la configuration géographique de la wilaya et des récurrentes oppositions, au demeurant insensées, des propriétaires de terrains qui retardent ou bloquent carrément les travaux et compromettent parfois, pour ne pas dire souvent, l'arrivée de cette énergie, facteur de progrès et de développement local.

De ce point de vue, le wali a parfaitement raison d'appeler les élus locaux à s'impliquer

dans la mise en œuvre de ce programme spécial au même temps que dans l'ordinaire en sensibilisant les citoyens de leurs communes respectives à consentir au passage des canalisations à travers leurs terres.

Celles-ci, indique-t-on, ne subissent aucune altération ni servitudes permanentes. Une fois enfouies à un mètre de profondeur, les canalisations n'empêchent nullement l'exploitation des parcelles traversées. Dans le même ordre d'idées, on précise que les arbres qui pourraient être endommagés par l'opération feront l'objet d'une indemnisation. Le programme ordinaire de distribution publique annoncé par la direction régionale de la Sonelgaz, lors de sa journée portes ouvertes organisée le 24 janvier, vise les daires de Ain El-Hammam, Béni Doula y compris Beni Zmenzer, Iferrhouène et Larbaâ Nath Iraiten. Il porte sur 75 km de réseau de transport et 234 km de distribution et touchera dans un an, selon les prévisions de la même société, 6 770 foyers pour une dépense totale estimée à 764 millions de dinars.

Le coût de l'ouvrage de transport est à 100 % à la charge de l'Etat, celui de la distribution est réparti entre l'Etat et la Sonelgaz à raison, respectivement, de 75% et 25 % mais une participation de 10 000 DA est exigée des bénéficiaires, indique-t-on à la direction régionale de la Sonelgaz.

B. T.

## SIG

## Pour que nul n'oublie le sacrifice de Chriet Ali Cherif

**Pour le cinquantenaire de la mort du chahid Chriet Ali Cherif, il a été organisé ce 28 janvier une journée d'hommage à celui qui mourut sous la guillotine le 28 janvier 1958 à Oran.**

Il dira, selon des témoignages, à ses bourreaux : «Je vous remercie de me permettre de me sacrifier pour que vive l'Algérie.» Auparavant, il avait remis à un de ses compagnons de cellule la photo de sa fille en lui demandant de la remettre à sa femme et de lui annoncer qu'il était mort pour l'Algérie.

Ahmed Zabana fut le premier à être passé par la guillotine et Ali Chriet Cherif sera le dernier des 141 chouchada morts ainsi dans les prisons coloniales.

Le chahid, exécuté à l'âge de 27 ans, est né en 1931 à Sig, fils d'un petit com-

merçant, et après quatre années passées sur les bancs de l'école, il adhéra jeune aux Scouts musulmans algériens. Il fera ensuite le travail de maçon puis s'installa au quartier populaire d'El Hamri à Oran où il exercera comme vulcanisateur. Il sera appelé à côtoyer les militants de la cause nationale et fera partie de ceux qui s'activaient au déclenchement de la Révolution.

Sa mission était d'attaquer avec trois de ses compagnons une caserne qui renfermait des explosifs qu'ils devaient faire sauter à Oran.

Par un concours de circonstances, il y sera appelé à user de son pistolet quelques instants avant le 1<sup>er</sup> Novembre 1954. En effet, cette nuit du 31 octobre, à bord du taxi qui les convoyait avec ses

frères de lutte, il sentit la méfiance du chauffeur Azoulai, un juif d'Oran.

Ce dernier sera tué et ils prirent la fuite alors que la société aux munitions sera délocalisée. Il se rendit à Ghar Boudjida du côté de Zabana, où séjournerait le regretté Zabana qui le chargera d'une autre mission de liaison. Victime d'une dénonciation, il sera malheureusement arrêté le 11 novembre 1954. Il sera condamné à la peine capitale par le tribunal d'Oran en décembre 1955.

Dépôt de gerbes de fleurs et recueillement auront lieu à Sig à la mémoire du chahid pour que nul n'oublie 50 ans après cette date qui coïncide également avec le 51<sup>e</sup> anniversaire de la grève des 8 jours qui eut lieu dans toute l'Algérie.

M. Medebber

## MASCARA

## Khalti Zohra, une femme attachée à sa terre

Parmi les citoyens qui se sont réinstallés à Zemaâcha, après avoir déserté les lieux durant de longues années, une sexagénaire attire l'attention. Il s'agit de Zohra Bensaid, âgée de 66 ans, que la distance qui la sépare du chef-lieu de commune El Guethna n'a pas découragée. Surmontant les difficultés de transport, elle s'y était rendue pour exposer au P/APC ses réserves sur la construction réalisée par un entrepreneur dans le cadre de l'habitat rural avec l'aide de l'Etat qui lui avait été accordée. Ce dimanche, nous arrivons devant sa maison où elle nous accueille. Elle nous fait visiter les lieux et se sent malheureuse et c'est tout juste si elle ne nous dit pas qu'elle a été victime de sa condition de femme. L'on constate que les premiers travaux ont été bâclés. L'eau coule du toit, nous dit-elle. Le deuxième entrepreneur qui a pris le relais se lance dans toutes sortes d'explications. La commune a décidé de se pencher sur son cas, c'est une femme qui vit toute seule. A proximité de sa demeure, du bois ramassé et à côté d'un four traditionnel ou *faran*. Nous partageons avec elle le café préparé sur un feu de bois. Ceci traduit l'hospitalité des humbles et braves gens.

En attendant que la construction soit rafistolée, elle cultive son jardin en s'adonnant à de menus travaux, elle est encore dynamique. «Je planterai, inchaâ Allah, des figuiers ici», lance-t-elle. Elle est originaire de cette contrée du douar Aâraâr, plus précisément se trouvant en contrebas de Zemaâcha et passe la nuit chez des voisins en attendant que la construction soit réellement finie. Elle en a recensé tous les défauts. C'est l'exemple même de la femme rurale attachée à sa terre. «Ici je me sens bien», poursuit-elle, je suffoquais à Oran et je ne suis pas revenue à Zemaâcha pour faire du tourisme.

C'est ma terre natale», ajoute-t-elle. A Oran, elle a passé plus de douze ans après avoir fui le terrorisme. Elle s'était installée chez sa fille dont le mari policier avait été assassiné par des terroristes. «Il n'y a pas longtemps, mes petits-enfants ont passé quelques jours avec moi ici», dira-t-elle. De quoi vivez-vous ? «De l'allocation du filet social, soit 1000 DA et ham-douilliah», répondra-t-elle.

M. M.

## SIDI-BEL-ABBÈS

## 18 ans de prison pour vols multiples et outrage à magistrat

Dans la journée du 21 janvier dernier, le tribunal de Sidi-Bel-Abbès a jugé une affaire de vol. Le nommé B. A., 24 ans, est accusé d'avoir commis des vols multiples de portables, de motos avec agression, qui ont mené à son arrestation le 14 janvier dernier et sa présentation devant le procureur de la République. Jugé sur la base des chefs d'inculpation précités, il a été condamné pour vol et agression à l'arme blanche à 17 ans de prison. Mais au cours de son jugement, le mis en cause a entaché le déroulement de son procès en commettant un outrage à la magistrature en pleine audience, délit qui l'a mené à 18 ans et demi derrière les barreaux.

Par ailleurs, la 3<sup>e</sup> Sûreté urbaine multiple ses opérations coups-de-poing dans certains lieux du centre-ville, notamment à la rue Soraya-Bendimered, la rue Bahloul-Yacoub où dans cette dernière se trouvent des bars. Deux policiers sont en permanence dans l'artère sus-citée, et ce, afin de sécuriser les lieux. Au cours des opérations coups-de-poing menées la semaine dernière, quatre personnes faisant l'objet de recherches dans des affaires de droit commun ont été arrêtées par les services de sécurité.

A. M.

## Neuf personnes placés sous mandat de dépôt pour création de lieu de débauche

Neuf personnes ont été placées sous mandat de dépôt par le procureur de la République de Sidi-bel-Abbès après avoir été accusées de création de lieu de débauche et de déclaration calomnieuse.

Agissant sur informations, les services de sécurité ont interpellé ces personnes, cinq femmes et quatre hommes, dans leur domicile dans le chef-lieu et procédé à leur arrestation.

A. M.